



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plate-forme commissariat Sud
Division achats publics**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS

Objet de la consultation : La location et entretien des fontaines à eau raccordées au réseau d'eau potable, des fontaines à eau en bonbonnes avec support de stockage (le cas échéant) et fourniture de consommables au profit des groupements de soutien commissariat (GSC) de Toulouse-Tarbes-Castres, de Montauban et de la Direction générale de l'armement techniques aérospatiales (DGA/TA) soutenues par la PFC Sud répartis en 2 lots.

Numéro de consultation : DAF_2024_000978

Table des matières

Article 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
Article 2. DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS	4
2.1 Types de matériels	4
2.2 Configuration des fontaines	5
2.3 Consommables	5
Article 3. TEXTES EN VIGUEURS	6
3.1 Directives européennes.....	6
3.2 Lois et décrets	6
3.3 Normes.....	6
Article 4. DÉTAIL DES PRESTATIONS.....	7
4.1 Livraison, installation et mise en service des fontaines (avec support de racks le cas échéant)	7
4.2 Livraison, approvisionnement en consommables	7
4.3 Entretien global des fontaines (de la maintenance préventive à la maintenance curative).....	7
4.4 Suivi des opérations d'entretien.....	8
4.4.1 Carnet d'entretien.....	8
4.4.2 Rapport annuel d'intervention.....	9
4.4.3 Planning annuel prévisionnel d'intervention	9
4.4.4 Déplacement / déménagement de fontaine à eau	9
4.4.5 Outillage	10
4.4.6 Gestion des déchets	10
Article 5. CONTRÔLE ET ORGANISATION DES PRESTATIONS	10
5.1 Contrôle de la qualité des consommables	10
5.2 Contrôle des prestations d'entretien.....	10
5.3 Outils de suivi du contrat.....	11
5.4 Exigences techniques des bonbonnes	11
Article 6. DELAIS.....	12
6.1 Délai de livraison / installation / mise en service	12
6.2 Délai de dépannage / indisponibilité du matériel suite à une panne ...	12
6.3 Retrait du matériel mis à disposition.....	13
Article 7. ANNEXES.....	13

Article 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la location et entretien des fontaines à eau raccordées au réseau d'eau potable, des fontaines à eau en bonbonnes avec support de stockage (le cas échéant) et fourniture de consommables au profit des groupements de soutien commissariat (GSC) de Toulouse-Tarbes-Castres et de Montauban et de la Direction générale de l'armement techniques aérospatiales (DGA/TA) soutenues par la PFC Sud répartis en 2 lots.

Les entités se situent dans les départements suivants :

- **GSC de Toulouse-Tarbes-Castres** : Haute-Garonne (31) ; l'Ariège (09) ; le Tarn (81) ; des Pyrénées atlantiques (64) et des Hautes Pyrénées (65) ;
- **GSC de Montauban** : Le lot (46) ; Tarn et Garonne (82) ;
- **DGA/TA** : Haute-Garonne (31).

Les prestations s'exécutent à partir des sites, postes et sous-postes suivants :

❖ **Lot N° 1** : Location et entretien **de fontaines à eaux raccordées au réseau d'eau potable** pour les groupements de soutien commissariat (GSC) de Toulouse-Tarbes-Castres et Montauban et de la direction générale de l'armement (DGA) répartis comme suit :

- **Poste 1** : Prestations continues ;
- **Poste 2** : Prestations à la demande.

- ⇒ Site n°1 : GSC de Toulouse-Tarbes-Castres ;
- ⇒ Site n°2 : GSC de Montauban ;
- ⇒ Site n°3 : DGA/TA de Toulouse.

❖ **Lot N° 2** : Location et entretien **de fontaines à eau en bonbonnes avec support de stockage** (le cas échéant) pour les groupements de soutien commissariat (GSC) de Toulouse-Tarbes-Castres et Montauban et de et direction générale de l'armement (DGA) répartis comme suit :

- **Poste 1** : Prestations continues ;
- **Poste 2** : Prestations à la demande.

- ⇒ Site n°1 : GSC de Toulouse-Tarbes-Castres ;
- ⇒ Site n°2 : GSC de Montauban.

Les accords-cadres portent sur des prestations de services.

Article 2. DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS

Toutes les fontaines proposées doivent être en conformité avec les normes européennes en vigueur.

2.1 Types de matériels

Fontaines à eau

Les installations concernées par le présent accord-cadre sont les suivantes :

- Fontaines à eau raccordées au réseau d'eau potable ;
- Fontaines à eau avec bonbonnes.

Les fontaines doivent être livrées, neuves, avec des manuels d'exploitation et permettre le remplissage d'une bouteille d'eau standard jusqu'à 1,5 litre de capacité.

Chaque manuel doit contenir, à minima, les informations nécessaires pour l'utilisation, l'entretien et la réparation des fontaines ainsi que pour la vérification de leur bon fonctionnement.

Les fontaines doivent être dotées :

- Système de réfrigération à détente directe (uniquement pour les fontaines sur réseaux) ;
- D'un bac à égouttures amovible en ABS ou d'un raccordement aux eaux usées ;
- Système de filtration permettant d'éliminer le chlore, les contaminants, les particules répondant à minima à la norme NF en 12915.

Les nombre et type d'installations présents en annexe financière sont une liste non exhaustive puisque d'éventuelles modifications peuvent survenir durant l'exécution contractuelle.

Supports de stockages (racks) à livrer avec les Fontaines à eau à bonbonnes

Les supports de stockage à positionner sur les sites pourront accueillir :

- Trois (3) bonbonnes à eau ;
- Dix (10) à dix-huit (18) bonbonnes à eau.

Le type de support selon la contenance, présent en annexe financière, est une liste non exhaustive puisque d'éventuelles modifications peuvent survenir durant l'exécution.

2.2 Configuration des fontaines

Les deux types de fontaines, à positionner sur les sites, devront respecter les critères ci-dessous :

Fontaines à eau raccordées au réseau d'eau potable pour bureaux ou ateliers (10 à 200 personnes)

Les fontaines à eau raccordées au réseau d'eau potable devront répondre aux caractéristiques générales suivantes :

- Eau froide et tempérée (entre 9° et 12° C) ;
- Refroidissement à détente directe ;
- Système de distribution d'eau sans contact (pédales, commande infra-rouge) ;
- Traitement de l'eau par UV (option) ;
- Système de filtration au charbon actif ;
- Une vanne de sécurité coupant mécaniquement l'arrivée d'eau en cas de fuite ;
- Un bac de récupération si le raccordement de l'appareil sur le circuit de vidange n'est pas possible.

Aux caractéristiques générales ci-dessus les fontaines de bureaux devront :

- Débit mini > 20 L/h ;
- Large espace de remplissage (Hauteur > à 22 cm) ;
- Distributeur de gobelets biodégradables ou compostables intégré.

Aux caractéristiques générales ci-dessus les fontaines destinées aux ateliers devront :

- Débit mini > 45 L/h ;
- Montrer une robustesse accrue ;
- Posséder un évier en INOX ;
- Posséder un « col de cygne ».

Fontaines à bonbonnes d'eau

- Eau froide et tempérée (plage de température 9° à 12° C) ;
- Large espace de remplissage (Hauteur > à 22 cm) ;
- Système de distribution d'eau « sans contact » (pédales, commande infra-rouge) ;
- L'eau doit être conditionnée dans des bonbonnes d'une contenance minimale de 15 litres et maximale de 20 litres ;
- Distributeur de gobelets biodégradables ou compostables intégré ;
- Repose gobelet incorporé pour le remplissage.

2.3 Consommables

- Gobelets de 20 cl à 24 cl en carton biodégradable et compostable ;
- Bonbonnes eau de source ou eau minérale.

Généralités :

L'organisme met à disposition du titulaire une prise électrique de 220 volts à proximité du lieu où doit être implanté la fontaine ainsi qu'une arrivée d'eau pour les fontaines sur réseaux.

Néanmoins, le titulaire mettra à disposition de l'administration tous les accessoires supplémentaires au bon fonctionnement de la machine (ex : multiprise dans le cas d'un double branchement (fontaine/pédales, ...)).

L'absence de la mise en place des accessoires supplémentaires au bon fonctionnement de la fontaine ouvrira droit à l'application des pénalités conformément à l'article 11.1 du CCAP.

Article 3. TEXTES EN VIGUEURS

3.1 Directives européennes

- La Directive 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

3.2 Lois et décrets

- Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;
- Décret 2007 49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;
- Code de l'environnement (chapitre 1 à 4 du Livre 2) ;
- Décret n° 2020-1828 du 31 décembre 2020 relatif à l'interdiction de certains produits en plastiques à usage unique ;
- Code de la santé publique notamment les articles R1321 à R1321-68 et les annexes 13-1 à 13-3.

3.3 Normes

- NF EN 12915-1 (juillet 2009). —Produits chimiques utilisés pour le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine. —Charbon actif en grains. —Partie 1 : charbon actif en grains vierge (homologuée le 24 juillet 2024) (indice de classement : T94-419-1).
- NF EN 12915-2 (juillet 2009). —Produits utilisés pour le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine. —Charbon actif en grains. —Partie 2 : charbon actif en grains réactivé (homologuée le 24 juillet 2024) (indice de classement : T94-419-2).

Article 4. DÉTAIL DES PRESTATIONS

4.1 Livraison, installation et mise en service des fontaines (avec support de racks le cas échéant)

Les fontaines seront livrées (avec les supports de stockage, le cas échéant), installées et mises en services sur les différents sites indiqués sur les annexes I et II du CCTP.

La livraison sera assurée à l'intérieur de la plage horaire définie avec les GSC et la DGA/TA.

Lors de l'installation, une étiquette devra être apposée sur chaque fontaine, afin d'assurer un suivi de maintenance. Chaque fontaine mise en service sera répertoriée par le titulaire sur un registre mentionnant : le numéro de fontaine et de son emplacement géographique (**le n° GSC et/ou DGA, le n° de bâtiment, l'adresse du site**) facilitant ainsi la remontée d'information en cas de problème.

L'absence d'étiquetage ouvrira droit à l'application des pénalités conformément à l'article 11.1 du CCAP.

Pour les fontaines à bonbonnes, une bonbonne pleine sera placée sur chaque fontaine prévue à cet effet au moment de leurs installations.

Par la suite, les consommables (les gobelets et bonbonnes) seront commandés et livrés selon les besoins des services.

4.2 Livraison, approvisionnement en consommables

Les livraisons de consommables indiqués dans l'annexe financière doivent être impérativement effectuées sur les sites concernés (**le n° GSC ; adresse figurant dans le bon de commande**).

La prestation comprend l'emballage, le transport (routier et éventuellement maritime), le chargement, le déchargement et le recyclage, à la charge du titulaire et exécutés sous sa responsabilité.

Lorsque le volume de la livraison le justifie, la fourniture est livrée sur palette (ou rack). Chaque palette est individualisée et identifiée par service ou formation bénéficiaire.

La récupération des bonbonnes vides ainsi que leur recyclage sont à la charge du titulaire.

4.3 Entretien global des fontaines (de la maintenance préventive à la maintenance curative)

La prestation principale comprend la location et toutes les opérations d'entretien (maintenance préventive, corrective et curative) de l'ensemble des fontaines louées, conformément aux textes en vigueur.

Chaque fontaine comporte une étiquette indiquant : le numéro de l'installation et la date du dernier contrôle.

L'entretien sanitaire sera effectué semestriellement, à compter de leur mise en service sur site, pour chaque fontaine et consistera (liste non exhaustive) :

- Au contrôle électrique ;
- Datarage des fontaines complète (intérieur et extérieur) ;
- Désinfection du circuit intérieur ;
- Fourniture et changement du filtre ;
- Nettoyage complet de la fontaine (intérieur et extérieur) ;
- Datarage et désinfection du circuit hydraulique ou changement du kit hygiène des robinets du séparateur d'eau ;
- Contrôle de l'état des tubings et raccords ;
- Enlèvements des déchets ;
- Rapport sur le carnet de maintenance ;
- Inscription de date d'intervention sur l'étiquette collée sur la fontaine ;
- Expertise et diagnostic des pannes ;
- Démontage et dépannage des fontaines (selon solution proposée par le prestataire dans le cadre de réponse joint à la consultation) ;
- Remontage des fontaines (selon solution proposée par le prestataire dans le cadre de réponse joint à la consultation) ;
- Contrôle et remise en service ;
- Toutes autres opérations inscrites sur le manuel d'exploitation ou rendues nécessaires.

L'absence d'entretien semestrielle ouvrira droit à l'application de pénalités conformément à l'article 11.1 du CCAP.

Le vidage du bac de récupération de l'eau reste à la charge du personnel de l'administration.

La maintenance curative est par nature imprévisible. En cas de panne des fontaines, le titulaire doit mettre en œuvre des solutions et ce sans facturation ni devis supplémentaire.

L'intervention peut être déclenchée :

- Par le titulaire de l'accord-cadre, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins ;
- Par le responsable de site, qui lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, fera appel au titulaire de l'accord-cadre.

4.4 Suivi des opérations d'entretien

4.4.1 Carnet d'entretien

Les fontaines seront livrées, dès leur mise en service, avec un carnet d'entretien. Il sera remis au(x) responsable(s) de site identifié(s) dans les annexes I et II du CCTP.

Lors de chaque intervention, qu'elle soit périodique ou faite à la demande de l'administration, le titulaire renseignera les carnets d'entretien (un par fontaine).

A l'intérieur de ce document, le prestataire indique l'ensemble des opérations effectuées, les observations sur le fonctionnement de l'installation, les éventuelles fournitures et actions à prévoir.

En plus de la complétude du carnet d'entretien, le technicien devra indiquer sur étiquette la dernière date d'entretien.

L'absence de mise à jour du carnet d'entretien ouvrira droit à l'application de pénalités conformément à l'article 11.1 du CCAP.

4.4.2 *Rapport annuel d'intervention*

Chaque année, le titulaire devra fournir un rapport d'intervention par site qui comportera le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année pour chaque bâtiment, à titre de rapport d'activité.

Ce rapport annuel sera remis et commenté à chaque bénéficiaire pour l'ensemble de ses sites, au plus tard trois (3) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre (coordonnées aux annexes I et II "POC-lieux et descriptifs" du CCTP).

Ce document indiquera :

- Le numéro de fontaine ;
- Les dates de visite.
- Le parc des matériels contrôlés (nombre, localisation, constats lors de l'entretien et action mises en œuvre lors des éventuelles pannes).

L'absence de transmission des documents aux contrôleurs des pôles, PPE, responsables environnement et bénéficiaires désignés dans les annexes I et II (POC-lieux et descriptifs) ouvrira droit à l'application de pénalités conformément à l'article 11.1 du CCAP.

4.4.3 *Planning annuel prévisionnel d'intervention*

Le planning annuel prévisionnel pour la première année d'exécution devra être fourni au moment de la soumission par le candidat. Il sera adapté lors de la mise en place contractuelle après notification de l'accord-cadre.

Chaque année, trois mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre (date de notification), un planning annuel prévisionnel d'intervention sera établi par le prestataire pour l'ensemble des sites en gestion et devra être transmis au PPE (pilote processus eau) ou le responsable chargé de prévention (contacts dans les annexes I et II (POC-lieux et descriptifs)).

Ce planning devra identifier les semaines prévisionnelles d'intervention pour l'année N+1. La date précise d'intervention sera confirmée au responsable de site par le titulaire au plus tard 5 jours avant l'intervention du technicien.

L'absence de planning annuel prévisionnel d'intervention ouvrira droit à l'application de pénalités conformément à l'article 11.1 du CCAP.

4.4.4 *Déplacement / déménagement de fontaine à eau*

Le titulaire devra être en mesure de procéder au déplacement de fontaines à eau à la demande du responsable de site (en cas de travaux ou déménagement par exemple).

Pour ce faire, le responsable du site (Annexes I et II (POC-lieux et descriptifs)), fait parvenir sa demande par mail avec accusé-réception. Le délai de prévenance du prestataire sur un même site par l'administration est de 4 semaines.

La date du déplacement sera confirmée au titulaire au plus tard 5 jours avant l'intervention du titulaire **par le responsable de site**.

La prestation devra comprendre le démontage de la fontaine, l'emballage au point de départ, le transport et la réinstallation avec mise en fonction au point d'arrivée sans coût supplémentaire sur les prestations prévues à l'accord-cadre.

Cette prestation est commandée sur le poste 2 "Prestation à la demande (forfait déplacement/déménagement)" aux prix indiqués au BPU.

Le non-respect du délai du déplacement / déménagement de fontaine à eau ouvrira droit à l'application de pénalités conformément à l'article 11.1 du CCAP.

4.4.5 Outillage

Le titulaire fait son affaire de tout l'outillage nécessaire à l'exécution des prestations attendues dans le cadre du présent accord-cadre et les met en place à ses frais.

D'une manière générale, on entend par outillage : les tenues de travail, les équipements de radio, téléphonie et informatiques de ses personnels et les outils nécessaires l'entretien des fontaines.

Le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre a (ont) l'obligation contractuelle d'évacuer et de recycler l'ensemble des déchets produits. Ceci concerne les pièces d'usure, les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les graisses, les huiles, les emballages, les consommables.

4.4.6 Gestion des déchets

Le titulaire s'engage à assurer, à sa charge, l'enlèvement et l'élimination de l'ensemble des déchets générés par l'utilisation des fontaines à eau (bonbonnes, pièces d'usures, emballages...).

Article 5. CONTRÔLE ET ORGANISATION DES PRESTATIONS

5.1 Contrôle de la qualité des consommables

L'eau contenue dans les bonbonnes doit être conforme à la qualité souhaitée par les responsables de site lors de l'émission du bon de commande, en plus d'être protégée contre les risques de pollution et microbiologiquement saine. Aucun traitement de désinfection microbiologique n'est permis et elle ne contient aucun désinfectant résiduel.

La date limite d'utilisation optimale (DLUO) ne doit pas être, lors de la livraison inférieure à 12 mois.

5.2 Contrôle des prestations d'entretien

L'administration, se réserve le droit d'effectuer des visites de contrôles inopinées lors des opérations de maintenance afin de vérifier la bonne exécution des prestations.

De plus, au titre de la santé publique, des analyses sur la qualité de l'eau distribuée, pourront être réalisées, en amont et où en aval par l'administration comme par le titulaire afin de garantir la qualité de l'eau.

De ce fait, le titulaire devra à fournir, sur demande de l'administration, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, tout document attestant de la bonne mise en œuvre des procédures d'entretien visant à garantir la qualité de l'eau, notamment le suivi des interventions et les rapports de contrôles et analyses réalisés par des organismes agréés.

Le non-respect du délai de transmission des documents de contrôle des prestations d'entretien ouvrira droit à l'application de pénalités conformément à l'article 11.1 du CCAP.

5.3 Outils de suivi du contrat

Le prestataire met à disposition du responsable de site et du représentant de l'acheteur signataire de l'accord-cadre, un outil de suivi du contrat qui permet de disposer des informations suivantes :

- Planning prévisionnel des interventions préventives pour l'année à venir ;
- Listing de l'ensemble des fontaines à eau numérotés ainsi que leur localisation ;
- Suivi des demandes d'interventions sur pannes ;
- Date et heure de la demande d'intervention ;
- Objet, date et durée de l'intervention réalisée, causes et solution prodiguée ;
- Liste des interventions réalisées.

Cet outil peut être de type GMAO ou prendre la forme d'une communication régulière, par courriel d'un tableau informatique comportant l'ensemble des items, par site et par actions (type tableur).

Le titulaire disposera d'un délai de 2 mois après notification de l'accord-cadre, pour la mise en place de cet outil.

L'absence de mise en place d'outils de suivi de contrat ouvrira droit à l'application des pénalités pour absence des pièces administratives dans les délais impartis.

5.4 Exigences techniques des bonbonnes

Le titulaire devra être en mesure de fournir à la demande de l'administration, une attestation de conformité sanitaire (ACS) permettant d'évaluer l'aptitude de ses produits à entrer en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine, au regard des dispositions réglementaires en vigueur.

Le titulaire garantit que les bonbonnes sont :

- Conformes aux normes européennes et nationales, aux normes de fabrication, aux règles déontologiques de la profession ;
- De qualité loyale et marchande ;
- Cataloguées, identifiées et étiquetées correctement et conformément à la réglementation en vigueur (ceci comprenant notamment la présence des symboles prévus par la réglementation communautaire) ;

- Sans danger et comportent les instructions, avertissements et notices nécessaires ;
- Protégées et emballées correctement pour le transport et le stockage.

Il garantit également que les règles d'étiquetage et de sécurité sont appropriées à l'usage alimentaire auquel ceux-ci sont destinés.

Le délai pendant lequel l'acheteur peut faire jouer la garantie technique est celui de la DLUO indiquée sur le conditionnement de chaque bonbonne.

Le titulaire doit être en mesure de fournir, sur demande et dans un délai maximum de 7 jours, pour chaque lot de fabrication, la traçabilité de production.

Article 6. DELAIS

6.1 Délai de livraison / installation / mise en service

Il y a **trois délais** de livraison distincts :

- ✚ Le délai de déploiement initial (prestations continues) : comprend la livraison, l'installation et de mise en service des fontaines à eau. Le délai est indiqué aux annexes financières des lots 1 et 2. Ce délai commence à courir dès la notification de l'accord-cadre.
- ✚ Prestation à la demande (prestations ponctuelles) : le délai de livraison comprend, la livraison, l'installation et la mise en service des fontaines à eau. Le délai est indiqué aux annexes financières des lots 1 et 2, il ne doit pas excéder 15 jours ouvrés. Ce délai commence à courir dès la notification des actes mis en œuvre dans le cadre de la clause de réexamen.
- ✚ Les consommables (prestations ponctuelles) : Le délai de livraison pour les prestations à la demande ne doit pas excéder 5 jours ouvrés. Le délai est indiqué à l'annexe financière du lot n° 2. Ce délai commence à courir dès la notification du (des) bon(s) de commande.

Dans tous les cas les délais se comptent en jour ouvrés.

Le non-respect des délais de livraison / installation / mise en service ouvrira droit à l'application de pénalités conformément à l'article 11.1 du CCAP.

En cas de non-respect du délai de déploiement la pénalité prévue à l'article 11.1 du CCAP s'appliquera.

6.2 Délai de dépannage / indisponibilité du matériel suite à une panne

Lors d'une panne, le responsable du site ou son représentant, signalera toute panne par courriel ou par tous autres moyens permettant un accusé-réception (AR sous 24 heures).

Ce dernier a 5 jours ouvrés maximum pour intervenir à compter de l'accusé réception du signalement de la panne. En cas de non-respect du délai d'intervention la pénalité prévue à l'article 11.1 du CCAP s'appliquera.

Le titulaire, en cas de panne ou d'indisponibilité du matériel devra, soit :

- Échanger à l'identique la fontaine ;
Où
- Mettre une fontaine de remplacement le temps du dépannage. La fontaine proposée en remplacement devra avoir la performance équivalente voir supérieure sans supplément de prix ;
Où
- Mettre à disposition des agents sur site une solution d'hydratation. La solution retenue devra être conforme aux exigences sanitaires pour tout équipement en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine.

6.3 Retrait du matériel mis à disposition

A la fin de l'accord-cadre ou en cas de fermeture d'un établissement, non reconduction de l'accord-cadre, suppression d'une ou plusieurs fontaines dans le cadre de la clause de réexamen (CCAP), ou à la fin d'une commande de fontaine dite ponctuelle (poste 2 « prestations à la demande »), le titulaire devra retirer les fontaines de location en place, à ses frais.

La date d'enlèvement de ce matériel sera notifiée par la PFC Sud par courrier via la plateforme des achats de l'État (place) assorti d'un préavis de **15 jours**.

En cas de non-respect, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 11.1 du CCAP.

Article 7. ANNEXES

- I Fontaines sur réseaux - POC-lieux et descriptifs
- II Fontaines en bonbonnes - POC-lieux et descriptifs